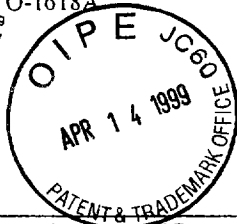


U.14-99  
mep

FORM PTO-1618A  
Expires 06/30/99  
OMB 0651-0027

04-27-1999

U.S. Department of Commerce  
Patent and Trademark Office  
TRADEMARK



101021077

RECORDATION FORM COVER SHEET  
TRADEMARKS ONLY

TO: The Commissioner of Patents and Trademarks: Please record the attached original document(s) or copy(ies).

Submission Type

New

Resubmission (Non-Recordation)  
Document ID # \_\_\_\_\_

Correction of PTO Error  
Reel # \_\_\_\_\_ Frame # \_\_\_\_\_

Corrective Document  
Reel # \_\_\_\_\_ Frame # \_\_\_\_\_

Conveyance Type

Assignment  License

Security Agreement  Nunc Pro Tunc Assignment  
Effective Date  
Month Day Year  
\_\_\_\_\_

Merger

Change of Name

Other \_\_\_\_\_

Conveying Party

Mark if additional names of conveying parties attached

SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION  
Name INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES Execution Date  
Month Day Year  
12/27/94

Formerly \_\_\_\_\_

Individual  General Partnership  Limited Partnership  Corporation  Association

Other FRANCE GOVERNMENT COMPANY

Citizenship/State of Incorporation/Organization \_\_\_\_\_

Receiving Party

Mark if additional names of receiving parties attached

Name SOCIETE NATIONALE D'EXPLOITATION INDUSTRIELLE DES TABACS ET ALLUMETTES

DBA/AKA/TA \_\_\_\_\_

Composed of \_\_\_\_\_

Address (line 1) 53 QUAI D'ORSAY

Address (line 2) \_\_\_\_\_

Address (line 3) 75347 PARIS CEDEX 07 FRANCE \_\_\_\_\_  
City State/Country Zip Code

Individual  General Partnership  Limited Partnership  Corporation  Association

Other \_\_\_\_\_

If document to be recorded is an assignment and the receiving party is not domiciled in the United States, an appointment of a domestic representative should be attached. (Designation must be a separate document from Assignment.)

Citizenship/State of Incorporation/Organization FRANCE

04/26/1999 DNGUYEN 00000154 1165766

FOR OFFICE USE ONLY

01 FC:481  
02 FC:482  
40.00 DP  
100.00 DP

Public burden reporting for this collection of information is estimated to average approximately 30 minutes per Cover Sheet to be recorded, including time for reviewing the document and gathering the data needed to complete the Cover Sheet. Send comments regarding this burden estimate to the U.S. Patent and Trademark Office, Chief Information Officer, Washington, D.C. 20231 and to the Office of Information and Regulatory Affairs, Office of Management and Budget, Paperwork Reduction Project (0651-0027), Washington, D.C. 20503. See OMB Information Collection Budget Package 0651-0027, Patent and Trademark Assignment Practice. DO NOT SEND REQUESTS TO RECORD ASSIGNMENT DOCUMENTS TO THIS ADDRESS.

Mail documents to be recorded with required cover sheet(s) information to:  
Commissioner of Patents and Trademarks, Box Assignments, Washington, D.C. 20231

TRADEMARK  
REEL: 1888 FRAME: 0398

**Domestic Representative Name and Address**

Enter for the first Receiving Party only.

Name

Address (line 1)

Address (line 2)

Address (line 3)

Address (line 4)

**Correspondent Name and Address**

Area Code and Telephone Number

Name

Address (line 1)

Address (line 2)

Address (line 3)

Address (line 4)

**Pages**

Enter the total number of pages of the attached conveyance document including any attachments.

#

**Trademark Application Number(s) or Registration Number(s)**

Mark if additional numbers attached

Enter either the Trademark Application Number or the Registration Number (DO NOT ENTER BOTH numbers for the same property).

**Trademark Application Number(s)**

**Registration Number(s)**

**Number of Properties**

Enter the total number of properties involved.

#

**Fee Amount**

Fee Amount for Properties Listed (37 CFR 3.41):

\$

Method of Payment:

Enclosed

Deposit Account

Deposit Account

(Enter for payment by deposit account or if additional fees can be charged to the account.)

Deposit Account Number:

#

Authorization to charge additional fees:

Yes

No

**Statement and Signature**

To the best of my knowledge and belief, the foregoing information is true and correct and any attached copy is a true copy of the original document. Charges to deposit account are authorized, as indicated herein.

BREWSTER TAYLOR

4/14/99

Name of Person Signing

Signature

Date Signed

IX. - Les candidats déclarés admis au concours externe d'accès au cadre d'emplois des attachés territoriaux, session 1992, gardent le bénéfice de leur inscription sur la liste d'aptitude établie à l'issue dudit concours.

Sont validés les actes réglementaires et non réglementaires les concernant en tant que leur régularité serait contestée sur le fondement de l'annulation de la délibération du jury en date du 24 mars 1992 proclamant les résultats dudit concours.

Art. 64. - A l'article 139 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : « commissaires de la République » sont remplacés par les mots : « représentants de l'Etat ».

Art. 65. - Dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 6 de la loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif, les mots : « , et jusqu'à la même date, » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 31 décembre 1995 ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 décembre 1994.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
EDOUARD BALLADUR

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur  
et de l'aménagement du territoire,  
CHARLES PASQUA

Le ministre d'Etat, garde des sceaux,  
ministre de la justice  
PIERRE MÉHATONNERIE

Le ministre de l'économie,  
EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre de l'équipement, des transports  
et du tourisme,  
BERNARD BOSSON

Le ministre du budget,  
porte-parole du Gouvernement,  
NICOLAS SARKOZY

Le ministre de la fonction publique,  
ANDRÉ ROSSINOT

Le ministre délégué à l'aménagement du territoire  
et aux collectivités locales,  
DANIEL HÖEFFEL

(1) Travaux préparatoires : loi n° 94-1134.

Sénat :  
Projet de loi n° 479 (1993-1994) ;  
Rapport de M. François Blaizot, au nom de la commission des lois, n° 546 (1993-1994) ;  
Discussion les 1<sup>er</sup> et 4 juillet 1994 et adoption le 4 juillet 1994.

Assemblée nationale :  
Projet de loi, modifié par le Sénat, n° 1459 ;  
Rapport de M. Jean-Jacques Hyest, au nom de la commission des lois, n° 1685 ;  
Discussion et adoption le 2 décembre 1994.

Sénat :  
Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, n° 106 (1994-1995) ;  
Rapport de M. François Blaizot, au nom de la commission des lois, n° 146 (1994-1995) ;  
Discussion et adoption le 16 décembre 1994.

LOI n° 94-1135 du 27 décembre 1994 relative aux conditions de privatisation de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (1)

NOR : ECOX9400166L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,  
Le Président de la République promulgué la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. - Au premier alinéa de l'article 2 de la loi n° 84-603 du 13 juillet 1984 créant une Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S.E.I.T.A.), les mots : « et de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public » sont supprimés.

Cette suppression prend effet à la date du transfert effectif au secteur privé de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.

Art. 2. - L'article 5 de la loi n° 84-603 du 13 juillet 1984 précitée est abrogé.

A compter de la publication de la présente loi, des négociations doivent s'engager en vue de conclure une convention collective ou un accord collectif de travail dans les conditions fixées par les articles L. 132-2 et suivants du code du travail.

Les dispositions réglementaires portant statut du personnel ainsi que les accords collectifs en vigueur à la date de publication de la présente loi continuent de s'appliquer jusqu'au transfert effectif de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes du secteur public au secteur privé. Toutefois, si ce transfert intervient avant l'expiration d'un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, ces dispositions continuent de s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention collective ou de l'accord collectif mentionné à l'alinéa précédent, et au plus tard jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date du transfert effectif de la société du secteur public au secteur privé.

Art. 3. - En cas de cession de la participation majoritaire de l'Etat dans le capital de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes suivant les procédures du marché financier, l'Etat peut proposer des titres à ses préposés débitants de tabac désignés à l'article 568 du code général des impôts.

Leurs demandes sont servies à concurrence de 5 p. 100 du montant de l'opération et bénéficient des avantages accordés par ailleurs aux personnes physiques pour cette opération.

En outre, des rabais sur le prix de cession peuvent leur être consentis par rapport au prix le plus bas proposé au même moment aux autres souscripteurs de la même opération sur le marché financier. Toutefois, si un rabais, qui ne peut être supérieur à 5 p. 100, a été consenti, les titres ainsi acquis ne peuvent être cédés avant deux ans, ni avant leur paiement intégral.

Sous réserve des dispositions de l'article 94 A du code général des impôts, les avantages ainsi accordés ne sont pas retenus pour l'assiette de tous impôts, prélèvements ou cotisations assis sur les salaires ou les revenus.

Si la somme de leurs demandes est inférieure au nombre de titres proposés, les titres non souscrits peuvent être immédiatement proposés aux autres souscripteurs de l'opération sur le marché financier.

Les avantages et les modalités propres à cette opération sont arrêtés par le ministre chargé de l'économie.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 décembre 1994.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
EDOUARD BALLADUR

Le ministre de l'économie,  
EDMOND ALPHANDÉRY

Le ministre du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle,  
MICHEL GIRAUD

Le ministre du budget,  
porte-parole du Gouvernement,  
NICOLAS SARKOZY

(1) Travaux préparatoires : loi n° 94-1135.

Sénat :  
Projet de loi n° 99 (1994-1995) :

CARR  
35, rue de la  
16

**Act No. 94-1135 of 27th December 1994, Conditions for the privatisation of Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes**

NOR: ECOX9400156L

The National Assembly and the Senate having passed the bill,  
The President of the Republic hereby promulgates the following act:

Article 1 – In the first paragraph of Article 2 of Act No. 84-603 of 13th July 1984, Creation of Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes (S.E.I.T.A.), the words “and of the Democratisation of the Public Sector Act, No. 83-675, of 26th July 1983” are deleted. This deletion shall take effect on the date when Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes is actually transferred to the private sector.

Article 2 - Article 5 of Act No. 84-603 of 13th July 1984, above-mentioned, is repealed.  
On publication of the present act, negotiations must begin in order to conclude a collective agreement or a collective labour agreement according to the conditions laid down by Articles L. 132-2 et seq. of the Labour Code.

The regulatory provisions on the status of the staff and the collective agreements in force on the date of publication of this act shall continue to apply until Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes has actually been transferred from the public sector to the private sector. However, if this transfer occurs within six months of publication of the present act, these provisions shall continue to apply until a collective agreement or the collective agreement mentioned in the previous paragraph comes into force and, at most, for a period of six months from the date of the company's actual transfer from the public sector to the private sector.

Article 3 – In the event of the state's majority holding in Société Nationale d'Exploitation Industrielle des Tabacs et Allumettes being sold according to financial market procedures, the state may offer shares to its tobacconist agents designated in Article 568 of the General Tax Code. Their applications shall be met up to a maximum of 5 per cent of the value of the operation and shall also benefit from the advantages granted to private investors for this

operation. In addition, they may be offered sale price discounts compared with the lowest price offered at the same time to other subscribers to the same operation on the financial market. However, if a discount, which may not be more than 5 per cent, is granted, the shares acquired may not be sold for a period of two years and until they have been paid up in full. Subject to the provisions of Article 94 A of the General Tax Code, the advantages granted as above shall not be considered as liable for any taxes, deductions or contributions based on salaries or income. If their total applications amount to less than the number of shares offered, the unsubscribed shares may be offered immediately to the other subscribers to the operation on the financial market.

The specific advantages and procedures for this operation shall be defined by the Economics Minister.

The present act shall be executed as a national act.

Signed in Paris, this 27th day of December 1994.

François Mitterrand,  
President of the Republic

Edouard Balladur,  
Prime Minister

Edmond Alphandéry,  
Economics Minister

Michel Giraud,  
Minister for Labour, Employment  
and Vocational Training

Nicolas Sarkozy,  
Budget Minister and government spokesperson

*For true and correct  
translation, from  
French into English*

*L de Prout*

*I-0567/15/2/1999*